Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 10 janvier 2017

n° 19291

Pour la troisième année consécutive, l'opération Goût de / Good France rassemblera le 21 mars 2017, plus de 2 000 chefs partout dans le monde pour célébrer la gastronomie française. Vous êtes restaurateur ? Vous voulez participer ? C'est par ici

La Roumanie est confrontée à une vague de froid.
Le ministère de la Justice annonce la constitution d'une commission interministérielle chargée d'élaborer des propositions de modification de la législation.

Vague de froid. Frappée de plein fouet par la vague de froid qui s'étend sur le continent européen, la Roumanie fait face aux températures qui sont descendues la nuit dernière jusqu'à -32°C (*Agerpres*). La température à Bucarest a été d'environ -20°C (*TVR*). Les écoles publiques de la capitale resteront fermées toute la semaine, les cours devront reprendre le 16 janvier* (*Agerpres*).
* le *Lycée français de Bucarest* sera réouvert à partir de demain, mercerdi 11 janvier, sauf situation d'urgence.

Selon *Adevărul*, plus de 3 000 appels aux services des urgences ont été enregistrés à Bucarest, dont plus de la moitié ont été classés „orange" (urgence) et „rouge" (urgence absolue). A la demande de la maire de Bucarest Gabriela Firea, la direction de la Régie autonome des transports bucarestois (RATB) a été destituée, pour n'avoir pas rempli ses obligations en matière de préparation aux conditions météréologiques extrêmes (*Agerpres*). La maire a également destitué Bogdan Andreescu, directeur de l'hôpital de Colentina, car son établissement n'avait pas conclu de contrat de maintenance pour le système de chauffage (*Agerpres*). Le Premier ministre Sorin Grindeanu a demandé à Răzvan Cuc, ministre des Transports, d'effectuer des vérifications à la Compagnie nationale d'administration de l'infrastructure routière (CNAIR) et de procéder à la destitution de Cătălin Homor, directeur de la CNAIR, en raison des travaux de déneigement insuffisants (*Mediafax*).

Plusieurs ports ont dû être fermés en Roumanie à cause des plaques de glace, signale *France Info* en proposant une vidéo de la mer Noire partiellement gelée.

Justice. Florin Iordache, ministre de la Justice, poursuit ses consultations avec les chefs des institutions judiciaires pour discuter du budget 2017 de ces établissements et des modifications législatives censées améliorer le fonctionnement de la justice. Le ministre

rencontre aujourd'hui Cristina Tarcea, présidente de la Haute cour de cassation et de justice (ICCJ), les associations des magistrats et l'Union des juges (*Agerpres*).

Florin Iordache a en particulier annoncé la création d'une commission interministérielle chargée d'élaborer des projets de modification de la législation, dans la mesure où de nombreux textes soulevaient des problèmes d'interprétation. « Il existe des dispositions incohérentes et contradictoires nécessitant une modification dans les meilleurs délais », a affirmé le ministre, en se référant notamment au Code pénal et au Code de procédure pénale dont certaines dispositions devaient être mises en accord avec des décisions de la Cour constitutionnelle roumaine (CCR) (*Agerpres*).

Interrogé par les médias, le ministre a affirmé que les discussions n'avaient pas porté sur une éventuelle loi d'amnistie, en précisant néanmoins qu'une telle loi pourrait être une solution à la surpopulation carcérale (*Mediafax*).

Budget 2017. Les questions budgétaires demeurent en ligne de mire de la presse, après les déclarations de Liviu Dragnea, président du Parti social-démocrate (PSD), concernant l'existence d'un « trou budgétaire » de 10 milliards de lei (2,2 milliards d'euros), hérité du Gouvernement de Dacian Cioloș. Selon *Ziarul Financiar*, ce « trou » pourrait être dû à une évolution négative des recettes en 2016 et plus précisément à une baisse de 33% des revenus collectés en décembre 2016 par rapport à décembre 2015. Par conséquent, alors que le budget 2016 projetait des recettes de 235,7 milliards de lei, seuls 221,5 milliards de lei ont été collectés. Anca Dragu, ancienne ministre des Finances, a déclaré que la baisse des recettes était due à la faible absorption des fonds européens (*Ziarul Financiar*).

Les directions des deux chambres du Parlement ont donné ce matin leur feu vert à la proposition de Liviu Dragnea, président du Parti social-démocrate (PSD) et de la Chambre des députés, de lancer une enquête parlementaire sur les rectifications du budget de l'Etat et de la sécurité sociale, effectuées par le Gouvernement Dacian Cioloș en août et en novembre 2016. La décision finale sera prise par le vote de l'ensemble des parlementaires (*Agerpres*). Viorel Ștefan, ministre des Finances, a à son tour appelé à un audit de la Cour des Comptes pour vérifier la manière dont l'ancien Gouvernement avait décidé en 2016 de procéder à deux rectifications budgétaires à la hausse, en augmentant les dépenses et en surestimant les recettes (*Agerpres*).

Enfin, le Président Klaus Iohannis a invité demain le Premier ministre Sorin Grindeanu et Viorel Ștefan, ministre des Finances, à une discussion sur les projets du Gouvernement concernant le budget 2017. « La discussion est nécessaire car il existe trop d'inquiétudes au sujet de la viabilité des mesures [envisagées par le Gouvernement] et les effets qu'elles pourraient avoir sur l'économie », a annoncé la porte-parole du Président, Mădălina Dobrovolschi (*Agerpres*, *Adevărul*)

Education. Pavel Năstase, ministre de l'Education, a annoncé que les anciens directeurs n'ayant pas réussi les concours aux postes de chefs d'établissements scolaires organisés en octobre 2016 pouvaient toutefois occuper temporairement ces postes jusqu'à la tenue des nouveaux concours. Selon le ministre, cette mesure concernait 358 postes de directeur (5,59% sur un total de 6 000) et 308 postes de directeurs adjoints (*News.ro*). L'ordre du ministre de l'Education a suscité des réactions au sein de l'opposition qui a dénoncé une tentative du PSD de vouloir politiser la direction des écoles (*News.ro*). Mădălina Dobrovolschi, porte-parole du Président Klaus Iohannis, a affirmé hier que le chef de l'Etat était d'avis que la nomination des directeurs d'écoles sans concours était « dangereuse » et pouvaient conduire à la déprofessionnalisation de ces cadres. L'administration présidentielle a demandé au ministre de l'Education une liste des chefs d'écoles réinstallés (*Agerpres*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- Interview de Cornel Ion, directeur de RFI Roumanie : « La culture française fait partie de notre code génétique » (*Revista Cariere*) ;

- « Amendes, bakchich et poésie », chronique de Richard Edwards pour la Radio Roumanie internationale (à écouter sur *Le Petit Journal de Bucarest*) ;

- La deuxième édition des prix de l'Administration du Fonds Culturel National aura lieu lundi 16 janvier au cinéma Elvire Popesco (*Agerpres*) ;

- *Actualité française reprise en Roumanie* :
Agerpres se fait l'écho de la conférence internationale pour l'aide aux victimes du terrorisme, qui s'est tenue à Paris sous le patronage de l'UNESCO ;

La presse roumaine s'inquiète suite aux déclarations de Marine Le Pen, présidente du Front national et candidate à la présidentielle 2017, sur ses projets de rapatriement en France de la production de Renault et de Citroën (*Agerpres*, *HotNews.ro*, *DCNews.ro*, *Business24*).

Curierul National et *RFI Roumanie* reprennent les affirmations de Jean-Yves Le Drian, ministre français de la Défense, selon lesquelles les services français ont bloqué en 2016 « 24 000 attaques externes » informatiques.

Retrouvez l'ensemble de nos revues de presse sur le site Internet de l'Ambassade de France en Roumanie.

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie